



Communiqué de presse

Soutien aux salariés de GEEPF et poursuite de la mobilisation

Belfort le 02 février 2021

Des luttes et différentes formes de mobilisations s'organisent dans de nombreuses entreprises où les salarié-e-s sont porteurs de projets pour préserver l'emploi, l'outil industriel, les savoir-faire comme les salarié-e-s de GEEPF de Bourogne et Belfort sur notre département. Ils sont en grève reconductible avec occupation et blocage des sites de production depuis jeudi 28 janvier pour le site de Bourogne et lundi 01 février 2021 pour le site de Belfort.

Les salarié-e-s ont décidé de refuser la casse de leur conquits sociaux et de se mettre en lutte pour une véritable politique salariale de progrès dans l'entreprise.

La direction tente au travers d'« indicateurs de productivité », de faire payer aux travailleur-se-s des choix d'organisation du travail incompatibles avec l'intérêt des salarié-e-s. Alors même que des politiques d'austérité et de casse de l'outil productif ont lieu depuis plus de trois ans.

La réduction des cycles de production, les pressions subies par les salarié-e-s concernant les jours de congés ou de repos compensateur ont déjà conduit GE à réaliser d'important gains de productivité.

Dans le même temps, le PDG de GE s'octroiera au minimum 47 millions de dollars avec des objectifs revus à la baisse depuis son arrivée.

Alors que Gaz Power renoue avec des résultats financiers positifs, les salarié-e-s peuvent légitimement exiger une politique salariale de progrès avec des augmentations de salaire.

Le mouvement s'est construit en rencontrant les salarié-e-s sur leur lieu de travail en recueillant leurs légitimes revendications, et face au refus de la direction ils ont décidé de se mettre en grève pour exiger d'autres choix. Ils sont déterminés à ne pas permettre à GE d'engranger des bénéfices supplémentaires sur leur dos. C'est tout le sens de la démarche et de l'action de la CGT enclenchée pour le 4 février, et à poursuivre, pour gagner la convergence des luttes d'entreprise et professionnelle.

La CGT du territoire de Belfort apporte son soutien aux salarié-e-s de GEEPF.

Leur lutte est la preuve que la crise sanitaire que nous traversons sert de prétexte au gouvernement et au patronat pour poursuivre et amplifier leurs attaques contre les droits et conquits sociaux des travailleurs du public et du privé, des retraités, des jeunes et des privés d'emplois.

Le gouvernement continue de vider les caisses de l'État et de la Sécurité Sociale, au détriment des droits et besoins de la population, de nos Services Publics (Énergie, Éducation, Poste, Finances Publiques...) pour remplir les poches du grand patronat et de ses actionnaires.

Cette politique au service du patronat et du grand capital contribue à détruire nos Services Publics dont la casse et le démantèlement accélèrent encore la désindustrialisation.

La CGT du territoire de Belfort revendique au contraire un plan de développement industriel permettant aux entreprises des différentes filières d'avoir une visibilité à moyen et long terme de leur activité. Favoriser l'investissement, l'embauche, le développement de projets innovants et un niveau d'étude et de recherche qui anticipent les besoins futurs, dans le cadre d'une reconquête industrielles sur le territoire.

Les questions de souveraineté, de propriété, de démocratie et de transparence demandent une maîtrise de la filière et des coopérations des entreprises (public/privé). Il faut désormais favoriser une politique industrielle qui vise le progrès social par des critères de gestion allant dans le sens d'un secteur industriel public et de l'intérêt général, répondant aux grands défis sociaux, démocratiques, et environnementaux.

Au moment où les annonces de licenciements explosent, les cadeaux offerts aux entreprises du CAC 40 et à leurs actionnaires atteignent des records : 30 milliards d'€ de dividendes, 300 milliards d'€ de prêts garantis, 110 milliards d'€ de plan d'urgence, 100 milliards d'€ de plan de relance, 31 milliards d'€ de chômage partiel. Il ne tient qu'à nous toutes et tous, du public, du privé de reprendre le contrôle sur notre argent et nos biens communs.

La CGT revendique :

- L'arrêt immédiat de tous les plans de licenciements engagés et la restitution des aides publiques par les entreprises qui ont engagé de tel plans.
- Une réduction du temps de travail à 32H/semaine sans perte de salaire.
- Une loi taxant les dividendes et les grandes fortunes.
- L'augmentation des salaires, pensions, traitements et minima sociaux.
- L'égalité salariale immédiate femmes/hommes.
- Un investissement massif dans nos Services Publics et notre système de santé et de protection sociale.
- Une Sécurité Sociale financée par les cotisations sociales avec des prises en charge à 100%.
- Le maintien et le développement de nos capacités industrielles pour répondre aux besoins de la population.

L'UD CGT du territoire appelle l'ensemble des travailleur-se-s, ses syndicats à débattre des conditions à mettre en œuvre pour monter le rapport de force nécessaire dans chaque entreprise pour combattre les politiques anti sociales menées par le patronat.